

Il faut réformer les aides compensatoires

© 06/07/2018 | Céline Clément • Terre-net Média

Si la majorité des lecteurs de Terre-net sont d'accord sur le fait qu'il « faut revoir les aides Pac en profondeur », ils le sont moins sur le système à mettre en place. Aides contracycliques, dispositif assurantiel, dotations pour aléa individuelles, prix minimum garanti... en tout cas, ils ne manquent pas d'idées pour la prochaine réforme de la politique agricole commune.



« Il faut avant tout que nos entreprises agricoles redeviennent compétitives », insiste Laurent via LinkedIn. (@Création Terre-net Média)

A gregat : « Abandonnerons-nous un jour les **aides Pac** ? Leur distribution coûte bien plus cher que ce qui revient aux bénéficiaires. Quand allons-nous évoluer vers une **politique de prix protectionniste** comme aux **États-Unis** ? »

Marius : « Il faut revoir ces aides en profondeur ! En ne prenant plus en compte les hectares mais en attribuant un maximum vital par exploitation. Vous trouvez normal que Monaco soit le plus gros bénéficiaire de la **politique agricole commune** avec 3 M€ pour ses fermes en Picardie ? Certains céréaliers agrandissent leur structure, uniquement pour les primes. Pour les producteurs de lait, les règles sont plus strictes. Ce n'est qu'une constatation, pas de la jalousie. Chacun défend son morceau de viande. Je fais confiance à la **FNSEA** pour monter au créneau. Les aides Pac sont son cheval de bataille, mais elle se fout complètement de **l'avenir de l'agriculture**. »

Commentaires issus de plusieurs articles sur la Pac, parus sur Terre-net au cours des derniers mois

VD : « D'accord, supprimons ce système de paiement historique et calculons les aides Pac selon la production de l'année. Cela aurait deux effets : la **rémunération des produits agricoles à leur juste prix** et une **régularisation de la production** plus naturelle. Fini les contrôles et les normes bridant l'économie agricole, mais aussi la concurrence européenne voire mondiale. C'est simple, tu travailles bien, tu es récompensé et inversement. Rappelons aussi que la France verse plus d'argent à l'Europe qu'elle n'en perçoit. Le bon sens paysan nous dit que ce n'est pas rentable. »

Maxens : « La **surprime pour les 52 premiers hectares** n'est pas supprimée, elle est juste non réévaluée. De toute façon, cette surprime est une aberration, tous les hectares nécessitent les mêmes intrants au même coût, le 1er comme le 53e. Elle ne devrait pas exister et si Bruxelles n'avait pas créé une telle usine à gaz, il n'y aurait peut-être pas de **retard dans le versement des aides Pac**. »

Résistant : « Les **aides compensatoires de la Pac** doivent se limiter aux 52 premiers hectares pour éviter la course à **l'agrandissement des exploitations agricoles**, qui détruit la nature et les petites fermes. Nous finançons la perte de nos campagnes ! »

Revoir le système de répartition des aides Pac

Laurent via LinkedIn : « Je ne pense pas qu'un **plafonnement des aides Pac** soit une bonne mesure en tant que telle. Il faut avant tout que nos entreprises agricoles redeviennent compétitives. Chaque culture doit être rentable et avoir un circuit de distribution le plus court possible pour maximiser la **marge des agriculteurs**. Pour les **produits agricoles au cours mondial**, il faut accroître la taille de nos exploitations et arrêter de réglementer le moindre espace de liberté et de décision des producteurs. In fine, les exploitants agricoles devraient pouvoir vivre sans la Pac, qui est plus une épée de

Damoclès qu'autre chose. »

Gibero : « Aujourd'hui, avec toutes les données collectées, analysées et traitées, il est urgent de revoir le système de **répartition des aides Pac**. Il existe deux leviers pour améliorer les **revenus agricoles** : instaurer des **aides contracycliques** indexées sur les **coûts de production** moyens au sein d'une petite région agricole et augmenter les aides des **céréaliers en zones intermédiaires**, comme en Charente, où le **potentiel de rendement** peut varier du simple au triple d'une année sur l'autre. Sinon la production céréalière risque de disparaître de certains territoires. C'est déjà le cas dans plusieurs endroits au sud de la Loire. Réagissez vite messieurs les politiques, avant qu'il ne soit trop tard ! Cette augmentation des aides pourrait être financée facilement en diminuant les aides dans les régions où les rendements sont supérieurs à la moyenne nationale. Plus de rendement, donc moins d'aides, logique non ? »

Lire aussi les **autres Paroles de lecteurs** de la **série sur la Pac** :

Inquiétudes quant à la baisse des aides et la politique agricole en général
Souvenez-vous... les aides Pac servent à compenser la baisse des prix agricoles
La baisse des aides Pac ravive l'éternelle guéguerre entre céréaliers/éleveurs

Balel : « Mais qui a décidé de mettre l'agriculture française en concurrence avec le monde entier ?! La **réforme de la Pac de 92**, non ? Ensuite, un milliard par an, c'est un dixième du budget de la politique agricole commune, une broutille... Avec la Pac, on ne peut pas investir. Seuls des prix de vente corrects le permettent ! Le budget de la Pac a été divisé par deux en 12 ans (j'ai ressorti mes archives). Je plaide pour une politique de quotas avec des contrôles aux frontières. Oui, je sais bien, **l'UE a supprimé les quotas laitiers et betteraviers...** »

Francis : « Si certains souhaitent une **renationalisation de la Pac**, dans ce cas, la France ne doit pas cotiser plus au **budget européen** que ce qu'elle recevra. Autrement dit, ce sera le fraït ! »

« placer de l'argent les bonnes années et le reprendre en cas de coup dur »

Sylvain Théas : « On tape encore sur un secteur, qui est l'un des rares à réaliser un excédent commercial positif. La **future Pac** doit être basée sur des **systèmes assurantiels comme aux USA** et permettre à tous d'accéder aux **nouvelles technologies** de production comme les **OGM**, le biocontrôle, etc. »

Maxens : « (...) Je préfère plutôt, au système assurantiel, un dispositif de **dotations pour aléa (DPA)** individuelles. Ainsi, nous pourrions placer de l'argent défiscalisé les bonnes années et le reprendre en cas de coup dur. Il faut juste que les montants soient proportionnels au chiffre d'affaires car les mauvaises années, la perte, elle, est proportionnelle au chiffre d'affaires. Ainsi, je suis d'accord avec les **propositions de Momagri pour la politique agricole commune**, mais obtenir un prix garanti à la hauteur de ce que les producteurs américains, russes, ou même chinois connaissent supposerait un **budget de la Pac** exponentiel. Cela se justifierait puisque l'alimentation est un besoin vital mais nos technocrates de Bruxelles n'en ont rien à faire. Ils veulent juste ne pas dépenser plus. C'est couru d'avance : la **prochaine réforme de la Pac** réduira encore les compensations de prix. Alors pourquoi pas prolonger la politique agricole actuelle ? Pour finir, j'aimerais qu' **Emmanuel Macron** réaffirme la **préférence communautaire de l'Europe**, mais avec le **Ceta**, c'est mort. J'aimerais le voir demander la mise en place de prix minimum lorsque le marché descend trop bas, comme aux États-Unis, au Japon, en Chine et même en Russie. Mais non, il accepte la **diminution des aides Pac** et la **disparition de l'agriculture française**. »